

MISE À JOUR N°3

WACRI

West Africa Country Risk Index

Note de synthèse analytique

Période mai – juillet 2026

- 01 Souveraineté économique et reprise en main des ressources
- 02 Perspectives économiques reluisantes dans l'AES malgré l'insécurité
- 03 Le choc du détroit d'Ormuz contraint les perspectives régionales
- 04 Des événements politiques susceptibles de bouleverser le climat des affaires

16 pays · 9 catégories de risque · 40 sous-risques

ESPA Advisory · Juillet 2026

EN RÉSUMÉ

La mise à jour du WACRI, la troisième de l'année, reste dans une tendance de consolidation avec des scores légèrement variés. Les contraintes sécuritaires face au terrorisme maintiennent les pays de l'AES dans le rouge, auxquels s'ajoute la Guinée-Bissau, dont la transition reste marquée par l'incertitude. Le blocus du détroit d'Ormuz, encore loin de connaître son épilogue, continue de booster l'inflation et d'influencer les prévisions de croissance. Les catégories les plus affectées par cette mise à jour restent l'économie, la sécurité, la politique et la géopolitique. Le score de 9 pays monte, 5 sont en baisse et 2 se stabilisent. Cependant, les amplitudes sont faibles (max +0,10 hors Guinée), signe d'une révision de consolidation plutôt que de rupture.

1. La souveraineté économique et la reprise en main des ressources : une tendance qui se confirme

Le mouvement de fond de la région reste la volonté des États de reprendre le contrôle de leurs ressources naturelles et d'en capter davantage la valeur localement. Cette tendance s'est confirmée et diversifiée sur la période, touchant des pays et des filières de plus en plus nombreux.

Le Niger affiche sa volonté de commercialiser directement son uranium issu de la SOMAÏR, mais les exportations restent gelées : une décision du CIRDI de septembre 2025 lui interdit de vendre ou transférer à des tiers le stock revendiqué par Orano. Niamey montre toutefois plus de flexibilité dans les moyens de sa politique de souveraineté minière. Sur l'uranium, les négociations avec Atomic Eagle (groupe australien ayant absorbé GoviEx, à qui le permis de Madaouela avait été retiré en 2024) se sont accélérées en juin, en vue d'une nouvelle convention, même si aucun accord n'est encore signé. Sur le pétrole, plutôt qu'une expropriation, le Niger a opté pour une renégociation à son avantage avec le partenaire chinois (prise de participation dans l'oléoduc, baisse du tarif d'acheminement). Une même finalité souverainiste, des moyens désormais différenciés selon le rapport de force avec chaque partenaire.

Le Mali poursuit sa ligne dure sur l'or avec des nationalisations effectives et le recouvrement d'arriérés fiscaux massifs auprès des multinationales. La Guinée impose la transformation locale de la bauxite et révoque les permis des opérateurs récalcitrants ; les exportations d'or brut seront désormais interdites (annonce du président le 19 juin). Le Libéria a interdit fin juin l'exportation de caoutchouc brut pour forcer sa transformation sur place.

Le fil conducteur est clair : de l'or à l'uranium, de la bauxite au caoutchouc, les États affirment leur droit à disposer de leurs ressources. Pour l'investisseur, cette souveraineté assumée s'accompagne d'une imprévisibilité réglementaire accrue, mais aussi d'un risque réputationnel.

2. Des perspectives économiques reluisantes dans l'AES, malgré les tensions sécuritaires

C'est l'un des enseignements les plus contre-intuitifs de cette révision : les pays de l'Alliance des États du Sahel affichent des perspectives économiques reluisantes, alors même que leur environnement sécuritaire reste critique. Et ce paradoxe s'explique en grande partie par le contrôle renforcé sur les ressources.

Les projections de croissance restent assez positives : autour de 6,7 % pour le Niger en 2026 (BAD), portée par le pétrole et la production agricole ; un rebond soutenu au Mali malgré le conflit, mis en exergue par les notations souveraines, avec une croissance attendue autour de 5 %, portée par le lithium, les services et l'agriculture ; une résilience budgétaire au Burkina Faso, avec une croissance potentielle estimée à 6,1 % par la Banque mondiale, contre 5,3 % en 2025, avec les secteurs aurifère et agricole en boom.

Ce découplage entre risque sécuritaire élevé et performance macroéconomique est un signal important. Il ne signifie pas que le risque global diminue : la dégradation politique et sécuritaire reste au sommet de l'indice. Il oblige toutefois à nuancer l'image d'un Sahel uniformément sinistré. Ces économies tiennent, portées par leurs matières premières, et cette manne conforte les régimes en place, même si la crise au Moyen-Orient impacte aussi les perspectives économiques dans l'AES.

3. Le choc du détroit d'Ormuz impose une réévaluation des perspectives économiques

Si les fondamentaux de certains pays de la région s'améliorent, un facteur exogène vient contraindre l'ensemble des projections régionales : la crise du détroit d'Ormuz. Sa trajectoire heurtée, entre blocus (des parties américaine et iranienne) début 2026, accalmie début juin, puis nouvelle escalade début juillet, en fait une contrainte durable et volatile, dont la persistance pourrait grandement impacter la situation économique et sociale de l'Afrique de l'Ouest.

Le canal de transmission vers l'Afrique de l'Ouest est l'inflation importée, via le carburant et les transports. Au Nigéria, S&P a relevé fin juin sa prévision d'inflation (16,9 % contre 15 %) et abaissé sa projection de croissance en pointant les coûts de l'énergie. En Sierra Leone, au Ghana, en Gambie, en Mauritanie et en Côte d'Ivoire, l'inflation est repartie à la hausse après des mois de reflux, tirée par l'énergie et le transport. Partout, les projections du printemps, qui tablaient sur une désinflation continue, se trouvent démenties par les faits.

La conséquence pour l'analyse du risque est directe : les scores d'inflation qui auraient pu être allégés sur la foi des projections ont été maintenus. Tant que la situation à Ormuz reste instable, la prudence s'impose sur toutes les perspectives économiques de la région, y compris celles des pays exportateurs qui, faute de pouvoir écouler leur production, ne bénéficient pas mécaniquement de la hausse des cours.

4. Des événements politiques majeurs susceptibles de bouleverser le climat des affaires

Enfin, la période a été marquée par des développements politiques dont l'impact potentiel sur le climat des affaires dépasse leur seule dimension institutionnelle. Le cas le plus emblématique est le Sénégal.

La rupture, le 22 mai, entre le président Diomaye Faye et son Premier ministre Ousmane Sonko a débouché sur une configuration inédite : Sonko, écarté de l'exécutif, a pris la présidence de l'Assemblée nationale, instaurant une cohabitation de fait entre un exécutif et un législatif tenus par les deux hommes forts de l'ancien tandem. Or cette recomposition intervient au moment où le pays négocie un accord crucial avec le FMI, dans un contexte de dette record (132 % du PIB). En plus des divergences sur la gestion de la dette (Sonko contre la restructuration, une vision partagée par le gouvernement mais possible « reprofilage » de la dette selon certaines sources), le risque d'un blocage parlementaire sur les réformes budgétaires est réel, et la stabilité de la trajectoire financière du pays en dépend directement.

D'autres échéances portent le même type d'enjeu : le troisième mandat contesté du président Barrow en Gambie, à six mois de la présidentielle de décembre ; l'intégration, en Mauritanie, des tensions ethniques et de la répression de l'opposition parlementaire dans notre lecture du risque ; ou l'incertitude profonde sur la transition en Guinée-Bissau, où l'opposant Domingos Simões Pereira a été de nouveau mis en détention le 10 juillet, après avoir été entendu le 8 juillet par un tribunal militaire.

Pour l'investisseur, ces événements rappellent qu'en Afrique de l'Ouest, le climat des affaires reste étroitement corrélé aux trajectoires politiques.

Classement WACRI — Mise à jour n°3

Score composite sur une échelle de 1 (risque très faible) à 5 (risque très élevé).

RANG	PAYS	MAI	MAJ 3	VARIATION	NIVEAU DE RISQUE
01	Mali	4,5	4,6	+0,04	Très élevé
02	Guinée-Bissau	4,5	4,5	+0,01	Très élevé
03	Niger	4,3	4,3	+0,05	Très élevé
04	Burkina Faso	4,2	4,2	+0,02	Très élevé
05	Nigéria	3,9	3,9	—	Très élevé
06	Guinée	3,8	3,7	-0,13	Très élevé
07	Libéria	3,5	3,5	+0,02	Très élevé
08	Sierra Leone	3,5	3,5	—	Très élevé
09	Togo	3,5	3,5	-0,01	Élevé
10	Mauritanie	3,3	3,3	+0,08	Élevé
11	Bénin	3,2	3,2	-0,01	Élevé
12	Sénégal	3,0	3,1	+0,10	Élevé
13	Gambie	2,9	2,9	+0,08	Modéré
14	Côte d'Ivoire	2,9	2,9	+0,01	Modéré
15	Ghana	2,6	2,5	-0,03	Modéré
16	Cap-Vert	1,8	1,8	-0,01	Très faible

Les scores sont arrondis à une décimale ; le classement et les niveaux de risque sont établis à partir des scores non arrondis.

Les mouvements de la période

HAUSSES (9)	Sénégal (+0,10) · Mauritanie et Gambie (+0,08) · Niger (+0,05) · Mali (+0,04) · Burkina Faso (+0,02) · Libéria et Côte d'Ivoire (+0,01) · Guinée-Bissau (+0,01)
BAISSES (5)	Guinée (-0,13) · Ghana (-0,03) · Togo, Bénin et Cap-Vert (-0,01)
STABLES (2)	Nigéria · Sierra Leone

La Guinée signe la seule variation significative de la période, portée par les perspectives de croissance et la clôture de la séquence électorale.

Méthodologie. Le WACRI évalue 16 pays d'Afrique de l'Ouest sur 9 catégories de risque (politique, sécuritaire, économique, réglementaire, social, géopolitique, climatique, opérationnel, cyber), décomposées en 40 sous-risques notés de 1 à 5 et pondérés. Chaque révision de score s'appuie sur un événement déclencheur documenté et daté ; les projections et anticipations ne suffisent pas à réduire un risque réalisé.



À propos d'ESPA Advisory

Economic Soft Power Advisory (ESPA Advisory) est un cabinet de conseil spécialisé en relations internationales, en diplomatie économique et en soft power. Nous accompagnons les entreprises, les États, les institutions et les organisations dans l'analyse du risque-pays, la veille stratégique et la diplomatie économique en Afrique de l'Ouest.

Notre travail se déploie sur trois volets. Pour les États, institutions et organisations, nous intervenons en planification stratégique, en prévention et anticipation des risques, ainsi qu'en valorisation de l'influence et de l'image. Pour les entreprises, nous conseillons l'implantation et l'expansion en Afrique de l'Ouest, le renforcement du soft power et de la diplomatie d'entreprise, et la prévention des risques. Pour les professionnels et académiques, nous proposons formations et masterclasses destinées aux cadres, responsables gouvernementaux, universitaires et fonctionnaires internationaux.

À travers nos notes stratégiques, policy briefs et briefings, nous permettons à nos clients de suivre avec précision les évolutions politiques, économiques et sécuritaires de la région, et d'anticiper les risques comme les opportunités.

« ESPA Advisory se situe au carrefour de trois flux en Afrique de l'Ouest : les risques géopolitiques, les ambitions économiques, et les enjeux réputationnels auxquels les entreprises et les États sont inévitablement confrontés. »

Dr Alioune Aboutalib Lô — Fondateur d'ESPA Advisory

L'indice WACRI

Le West Africa Country Risk Index (WACRI) est l'indice de risque-pays propriétaire d'ESPA Advisory. Il couvre les 16 pays d'Afrique de l'Ouest et neuf catégories de risque, et fait l'objet de mises à jour régulières fondées sur des développements documentés et datés.

Nous contacter

CEO	Dr Alioune Aboutalib Lô
EMAIL	contact@espadvisory.org
WEB	www.espadvisory.org